



Les 10 ans du « Groupe des 9 »

Réunion-débat du 23 mai 2024

à la Bourse du Travail de Paris (29 bd du Temple)

en présence de l'historien politologue Jean-Marie Pernot

Le 3 juin 2014 a vu pour la première fois une manifestation de 9 organisations syndicales et associatives représentant les retraité·es, pour défendre les acquis remis en cause par un projet de réforme des retraites engagé par Hollande et Touraine.

Avec ses diversités, cette unité s'est poursuivie et renforcée par la construction d'un triptyque revendicatif commun : les pensions et le pouvoir d'achat, la santé et une sécurité sociale intégrale, les services publics.

- ⇒ Pourquoi cette unité inédite perdure et se renforce ?
- ⇒ Comment le champ revendicatif s'est élargi d'année en année ?
- ⇒ Où en sommes-nous après 10 ans de pratiques unitaires, nationalement et dans les départements ?
- ⇒ Quelle est et sera la place des retraité·es dans la société avec leurs syndicats et associations ?

Pour en discuter, nous avons invité l'historien politologue Jean-Marie Pernot. Entre 80 et 90 personnes étaient présentes, venues de la région parisienne et de parfois plus loin (Seine-Maritime, Somme, Aisne, etc.).

Interventions de bienvenue

Jean-Pierre Lalbat de la CGT détaille l'ordre du jour de cet après-midi, signale que les 9 organisations sont présentes, mais que nous avons voulu une tribune « allégée ». Il indique la présence de la CGT (Benoit Martin et Karl Ghazi), de la FSU (Bruno Leveder) et de Solidaires (Murielle Guilbert, co-déléguée générale de Solidaires).

Le « Groupe des 9 » organisations de retraité·es a désigné Cathy Cau de la CGT et Marylène Cahouet de la FSU pour se partager la première intervention.

Cathy Cau revient sur la construction du G9 et invite à lire les 16 pages de l'historique rédigé par Solidaires, qu'elle remercie. Elle rappelle qu'avant le G9, une intersyndicale des UCR (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, UNSA, FGR-FP) existait et avait travaillé et combattu les contre-réformes pendant plusieurs années jusqu'à ce que l'UCR-CGT (François Thiéry-Cherrier) propose, en 2014, d'élargir l'unité à d'autres organisations syndicales et associatives, ce que l'UCR-CFDT a refusé. Le G9 s'est construit en prenant en compte ses diversités et en faisant une force de l'Union. Un premier appel le 3 juin 2014 a mobilisé 20 000 personnes retraitées à Paris sur des revendications, notamment contre le gel des pensions, sans la CFDT qui soutenait le pacte de stabilité et de solidarité de Hollande et du gouvernement.

Le G9 s'est ensuite construit petit à petit, sur la base de l'unité voulue par les retraité·es à la base, ce qui est plus facile que chez les actifs qui sont souvent en concurrence électorale. Les enjeux sont différents, mais la vie n'est pas facile pour les retraités et surtout les retraitées. Les personnes à la retraite ne sont pas reconnues, Emmanuel Macron a toujours refusé de nous recevoir.

Les retraité·es sont acteurs économiques et sociaux, dans la vie associative, publique, par le bénévolat, en tant qu'aidants, et surtout aidantes, et effectuent des millions d'heures de travail gratuit.

La nécessité de s'unir était partagée, pour se faire entendre des pouvoirs publics (pensions, reconnaissance de notre réalité sociale, etc.) et du patronat (complémentaires santé). Il s'agit maintenant d'élargir encore le champ revendicatif (écologie, agriculture, santé, ...) et la mobilisation car depuis les 200 000 manifestant·es contre la CSG, nous avons moins de monde, mais nous constatons l'élargissement des initiatives, nous sommes reconnus à la Ferpa, au niveau européen. Nous participons toujours, et dans tous les départements, aux actions unitaires interprofessionnelles avec les « actifs ». Nous travaillons également ensemble, le G9, dans le cadre du Haut Conseil de l'Âge (HCA).

Marylène Cahouet, se dit très contente d'être là, insiste sur le 3 juin 2014, notre date de naissance, avec 20 000 manifestant·es dans les rues de Paris et sur le fait que, 10 ans après, le G9 est toujours là, il s'est élargi dans son champ revendicatif (voir les 16 pages de l'historique). Le G9, avec ses diversités, est devenu l'expression syndicale et associative des retraité·es.

Le G9 s'est conforté sur la base de son triptyque (pouvoir d'achat, santé, services publics) et de la place des retraité·es dans la société. L'ancien·ne salarié·e aujourd'hui en retraite a des droits. Le G9 agit pour la solidarité intergénérationnelle, contre la casse de l'école, pour les droits des femmes le 8 mars, ... et a été capable de mener 116 actions le 26 mars 2024, soit plus que le nombre de départements !

Elle cite quelques exemples de réflexions menées par le G9 : le 13 janvier 2017, les « neuf » tiennent un colloque au CESE, avec près de 300 personnes, sur la place des retraité·es dans la société, avec le sociologue Bernard Ennuyer, et le pouvoir d'achat en retraite, avec l'économiste Guillaume Duval ; le 9 mars 2017, les neuf participent au Sénat (avec le sénateur Watrin) au colloque « Services d'aide et d'accompagnement à domicile » avec tous les acteurs de l'aide à domicile, salarié·es, employeurs, représentant·es des fédérations concernées et organisations syndicales de retraité·es, qui montre l'urgence d'un juste prix pour la dignité des personnes âgées en perte d'autonomie et des salarié·es ; au Haut Conseil de l'Âge, les 7 organisations qui y siègent sur les 9 se sont imposées par leur travail et leurs expressions en commun, ont réussi à ne pas faire approuver le PLFSS 2024 ; pendant la Covid, les rassemblements ont continué sur la discrimination dont ont été victimes les retraité·es. Dans les départements, nous sommes les interlocuteurs des ARS, nous déposons des revendications notamment auprès des préfets. Mais à Paris, toutes les demandes d'audience nous sont systématiquement refusées, la dernière qui nous a reçus était madame Agnès Buzyn en 2017. Actuellement, ce sont Macron et Attal qui refusent de nous recevoir.

L'ancrage local du G9 se renforce car le G9 représente un espoir, une attente. Nous faisons preuve de créativité nationale (les paquets cadeaux, les étrennes devant Bercy) et dans les départements (soupe aux cailloux dans le Gers, saynète sur les mensonges de Macron, défilé en brandissant une baguette de pain, etc.).

Ce colloque du 23 mai montre la vitalité de l'arc unitaire et la légitimité du G9. Les retraité·es sont un groupe social des salarié·es, ils jouent un rôle dans le mouvement social. Nous sommes des militant·es qui avons fort à faire face aux assauts du pouvoir. Rendez-vous dans 10 ans !

Intervention de Jean-Marie Pernot

Il nous remercie pour cette invitation, s'étonne que nous l'ayons sollicité lui, et pas d'autres politologues plus qualifiés et explique qu'il s'est déterminé lui-même son mandat, car ce qui lui a été demandé était peu explicite : il a décidé de faire une intervention engagée et pas trop académique, une réflexion sur la contribution des retraité·es à la puissance d'action du monde du travail. Il faut se situer dans le contexte, s'inscrire dans le moment où nous sommes et rappeler l'importance de l'unité dans l'imaginaire du mouvement ouvrier, et 10 ans d'unité, ce n'est pas rien.

Il incite à réfléchir sur la phrase « les syndicats représentent les travailleurs ». Cette formulation juridique est le fondement du code du travail comme de la négociation collective et est la base légale de la reconnaissance du syndicalisme en 1884. Cette définition juridique est restrictive car elle écarte des syndicats d'autres catégories dont les étudiant·es et les retraité·es.

Le mouvement syndical est aujourd'hui la forme sociale la plus apte à combattre la lepénisation des esprits, et à appréhender les difficultés du syndicalisme à regagner puissance et légitimité.

La représentation des retraités, une continuité nécessaire. Il faut mesurer quels sont les enjeux de la représentation des retraités, des personnes qui ne sont plus directement confrontées à la nécessité de travailler pour gagner un salaire, qui ne sont plus des jeunes qui deviendront un·e salarié·e, qui ne sont pas non plus (encore) en fin de vie, dans des situations qui les tiennent à distance de la vie sociale. C'est un groupe hétérogène qui reproduit les inégalités de la société, les inégalités de revenus tout d'abord, et aussi les inégalités au regard du temps libre ; un groupe qui est sorti du temps contraint des salarié·es mais est concerné par la question du temps disponible, qui demeure à tous les moments de la vie, qui est une bataille entre les contraintes de la vie professionnelle, de l'éducation des enfants (surtout pour les femmes) et, à la retraite, du temps pour s'occuper des petits-enfants et des ascendants toujours vivants ... on est loin de l'image du retraité profitant à 100 % de loisirs. Toute l'histoire du capitalisme peut d'ailleurs se lire comme une lutte pour le temps disponible.

Les retraité·es sont divers : ils ne sont pas une catégorie en soi (à la différence de ce qu'en dit la confédération française des retraités, ce lobby des tempes grises qui oppose ceux qui travaillent à ceux qui, soi-disant, ne travailleraient plus). Les retraité·es sont le monde du travail continué (Bernard Friot considère la pension comme un salaire continué) : chaque personne porte ses expériences, occupe une place dans le monde social. Cela justifie la bataille de conviction des syndicats pour la continuité syndicale, pour que les retraité·es restent syndicalistes.

Les actifs non syndiqués peuvent, une fois en retraite, découvrir l'utilité du syndicalisme et le plaisir d'agir ensemble.

Nous vivons dans un contexte politique à hauts risques. Les politiques publiques néolibérales sont l'inverse de l'état social mis en place dans l'après-guerre. Les responsables politiques d'aujourd'hui sont pires que leurs prédécesseurs, ils veulent mettre tout le monde au travail, le plus longtemps possible dans n'importe quelle condition, avec le moins de normes possibles. Ils réduisent les couvertures des conventions collectives, cassent le Smic, réduisent les arrêts maladie, éteignent l'inspection et la médecine du travail, liquident les instances du personnel (CE, CHSCT). Cela concerne tout le monde, les demandeurs d'emplois, les retraité·es, ...

Les discours sur les travailleurs immigrés, la moralisation de l'assistantat nous ramène au pétainisme, renvoie au modèle singapourien, aux traçages de surveillance, aux violences policières, à la mise au pas idéologique, ... ils font le jeu de l'extrême droite qui n'a qu'à ouvrir les bras pour accueillir une grande partie d'une population déboussolée par tant de transformations dont elle rend responsables tous les gouvernements précédents. Effectivement, tous les gouvernements précédents sont en cause dans cette marche à l'abîme. Les résistances sont puissantes dans plusieurs pays, les mouvements sociaux ont toujours des effets politiques car ils posent le problème du gouvernement d'après. L'extrême droite peut arriver au pouvoir par les élections, mais elle ne rendra pas ce pouvoir si elle perd les élections suivantes. Des médias privés nombreux la soutiennent, les nazillons défilent et défileraient encore plus nombreux si l'extrême-droite gagnait les élections. Comment limiter les dégâts ? Nos institutions ne sont pas un rempart car elles permettent un pouvoir autoritaire. Des sympathisant·es des syndicats votent extrême-droite, les pourcentages de vote par syndicat sont (page publicitaire) sur le blog de Syndicollectif (<https://syndicollectif.fr/>). En 2017, ce vote concernait 13 % des sympathisant·es des syndicats et 25 % en 2022 à comparer aux 37% qui votent extrême-droite mais n'affichent pas une proximité syndicale. Malgré cette évolution critique, seul le syndicalisme peut représenter une digue permettant des défenses. Les syndicats représentent les travailleurs, c'est la plus large digue possible.

Qu'est-ce que signifie représenter les travailleurs ? Représenter, c'est d'abord parler au nom de ceux qui ne sont pas là. La représentativité se mesure avec des élections. Mais représenter, c'est aussi présenter à nouveau, réactualiser des idées déjà présentes. Le théâtre donne une représentation, représente ce qui est déjà écrit. En psychologie sociale, la représentation est l'image mentale qui détermine la vision du monde et oriente leur vie. Le syndicalisme met en mouvement toutes ces définitions de la représentation. Il parle au nom des travailleurs, et non à leur place, il met en scène des valeurs, une représentation de la société. Par l'action collective, il rompt l'isolement. Il défend le quotidien et mobilise des valeurs, l'imaginaire, les positions politiques.

Le rapprochement entre les syndicats. Jean-Marie Pernot souligne que le danger qui vient contribue au rapprochement actuel entre les syndicats, entre tous les syndicats, malgré la grande variété idéologique des organisations. Il cite Dante dans *la Divine comédie*, quand Dante, accompagné du poète Virgile, arrive à la

porte des Enfers où est inscrit : « *Toi qui arrives ici, abandonne tes espérances* ». Nous avons à gérer cet abandon aujourd'hui, qui est l'enfer : après la mise en place en 1945 du programme du CNR, chaque génération avait l'espoir d'avoir une vie meilleure que la précédente. Ce n'est plus le cas, l'espérance s'est effondrée dans les années 80 / 90, l'espérance a laissé la place à la haine de classe, la haine de l'autre qui paraît différent ; cette haine spontanée est dangereuse car elle se tourne souvent vers celui ou celle qui est ou qui paraît différent.

Le ressentiment, c'est le rejet, le repli sur soi, qui s'exprime dans un vote pour la haine et le rejet de l'autre. Le discours moralisateur ne suffit pas pour décrocher du discours d'extrême-droite. L'alternative, c'est l'action collective et c'est au syndicat de franchir le premier pas, de susciter un désir d'émancipation, puis d'autres, les forces politiques continueront.

Le syndicalisme n'est pas au mieux, il faut reconstruire puissance et légitimité. Jean-Marie Pernot souligne que le syndicalisme n'est pas au mieux, même s'il a représenté un espoir en 2023, avec l'unité. La faiblesse du syndicalisme n'est pas une évolution seulement française, elle est mondiale. La mondialisation capitaliste en est une cause, car elle entraîne chômage et insécurité sociale. Des luttes nombreuses existent, mais elles ne suffisent pas pour inverser le rapport de forces, elles n'exonèrent pas la nécessité de construction du syndicalisme.

Il faut réduire le décalage des salarié·es avec le syndicalisme, l'absence de contacts avec le syndicalisme qui est perçu comme un service que l'on ignore, jusqu'au jour où on a besoin d'un service. Le salarié ne se sent pas concerné par le syndicalisme, perçu comme extérieur, institutionnalisé. La sous-traitance casse le collectif de travail. La reconstitution de cette représentation du syndicalisme est un travail de longue haleine. La tâche est ample. Pour y parvenir, il faut quelques prérequis. L'intersyndicale de 2023 a permis de gagner une vraie représentativité sociale, l'unité est incontournable. Pour réaliser cette unité, il faut trois points :

- L'unité d'action n'est pas la négation des divergences et des diversités qui reflètent des visions différentes du monde. Représenter, c'est rassembler à partir des différences qu'il ne faut pas nier.
- L'unité est la meilleure façon de gérer les divergences. La pluralité instruit la décision collective, les travailleurs arbitrent.
- L'unité est le seul moyen de dépasser l'extériorité. Les salariés préfèrent avoir le choix des syndicats (consumérisme) et disent « mettez-vous d'accord entre vous puis on verra ». L'unité réelle est plus importante que l'unité partielle. Si tous les syndicats sont d'accord sur une chose, il faut s'y intéresser.

Réaliser l'unité sans la CFDT qui a soutenu Hollande, qui a été timide pendant le premier quinquennat de Macron ? Elle peut changer ! Des méfiances légitimes sont à lever. C'est une obligation face aux menaces de l'extrême-droite.

Le syndicalisme a besoin de retrouver une place centrale dans les relations sociales. Le pôle de résistance du service public s'est effrité. La consolidation d'un « môle retraité », sa capacité à regrouper et à mobiliser sont un renfort important. Ceci participe de cette possibilité d'un recouvrement de la puissance et de la légitimité du syndicalisme auprès des travailleurs et des travailleuses. Les épreuves politiques à venir doivent trouver face à elles un syndicalisme uni et mobilisateur pour faire vivre l'idéal d'émancipation qui est le sien depuis les origines, pour que l'espérance qu'il fera renaître puisse conjurer le monstre.

Merci de votre attention.

Débat avec les personnes présentes, dont les responsables d'organisations.

SNES FSU Seine-et-Marne (Jean-Bernard) : est intéressé par les propos de Bernard Friot qui met en avant le salaire à vie, le « déjà là de commun » qui peut préfigurer une société nouvelle (Sécu et Fonction publique d'État). Peut-on avoir comme objectif que la Sécu soit inscrite dans la Constitution, ce qui heurterait de front le RN qui réserve les prestations sociales aux français ? Pourtant, la maladie n'a pas de frontière.

FSU Territoriale (Michel) : le désengagement de l'État et les transferts de compétence ont des conséquences sur les économies de l'État, créent des différences entre les départements qui sont de droite ou de gauche, qui favorisent le public ou le privé. L'intervention du syndicalisme est plus difficile, et les réponses sont moins évidentes. Nous sommes aussi dans une phase d'éclatement, par exemple, la SNCF et EDF utilisent de nombreux sous-traitants.

SNES FSU Paris (Marianne) : les jeunes travailleurs de 30 ou 40 ans utilisent l'émergence des réseaux sociaux pour se défendre. Quelle est la place du syndicat ?

Solidaires Paris (Anne) revient sur l'impossibilité, l'interdiction pour les personnes retraitées de créer un syndicat de retraités, alors que nous avons toujours un patron, l'État, et un oppresseur, le PLFSS et que nous avons le droit de nous défendre. Elle propose que le G9 en discute et réfléchisse pour faire évoluer la loi.

Jacques Brillet, responsable de la FGR-FP intervient. Qu'est ce qui fait qu'on accepte de vivre ensemble ? Le prisme unique est le travail, alors que la majorité de la population n'est plus au travail, ce qui crée un effet de marginalisation. Le G9 défend des éléments sociaux, renforce le sentiment d'égalité de traitement par le service public, par l'égalité de prise en charge pour la maladie. La FGR-FP et le G9 arrivent à aborder cette question ; nous avons pris contact avec les organisations de jeunesse pour qu'il n'y ait pas de marginalisation, pour développer les éléments clés qui font société et permettre de vivre ensemble. Les vents contraires, le PLFSS, le financement public qui alimente le capital, marginalisent et alimentent la colère qui se tourne vers l'extrême-droite.

SNES et convergence des services publics 94 (René). Syndiqué et retraité, il n'est pas complexé de défendre ses intérêts, dans l'unité. Extrême-droite : il faut se battre contre, mais pas seulement en dénonçant, il faut des luttes. Les gens sont démunis par les promesses politiques non tenues à gauche, il faut des avancées sur la santé et les services publics. Les désaccords de la gauche pour les prochaines élections européennes sont désespérants.

FSU et G9 (Christiane) : notre G8 dans les Landes a une légitimité, mais la presse ne le reconnaît pas. L'ANR passe dans la presse et a appelé à la manif du 26 mars. Préfet et Conseil départemental ont du mal à reconnaître notre légitimité. Au CDCA, notre place est fonction de celle des actifs. On a des revendications communes du G9 (même si désaccord des confs), cela donne l'impression que l'on s'occupe de nous, mais sans que l'on nous demande notre avis. La proportion de retraités qui vote RN augmente.

Benoit Martin, responsable confédéral de la CGT (France Télécom-Orange), donne le salut à cette excellente initiative d'aujourd'hui et le dynamisme, la combativité, la permanence du G9. Est-ce que cela a permis d'assurer une continuité syndicale ? Depuis 10 ans, des non syndiqués ont rejoint une organisation ? Votre mode de structuration, vous en parlez entre vous ? Le retraité est-il adhérent en fonction de son habitation ou de son ancienne entreprise ? Il travaille sur la santé au travail et constate une continuité entre une exposition à des risques pendant l'activité professionnelle et la maladie qui survient quand on est en retraite : actifs et retraités doivent y travailler ensemble et enquêter sur ces questions.

Murielle Guilbert, co-déléguée générale de Solidaires, tenait à être ici pour cet événement en soi que représente la persistance de cette intersyndicale nationale pendant 10 ans. Elle signale que sans Gérard Gourguechon, il n'y aurait pas de Solidaires, vous avez un rôle à jouer et ça fait du bien. L'unité syndicale est importante, vitale dans les mouvements sociaux, mais Solidaires prête une grande attention aux sujets sur lesquels se base un accord.

Pendant l'action retraite de 2023, l'unité de plusieurs mois était exceptionnelle, elle a permis la mobilisation massive de millions de personnes dans la rue mais cela n'a pas suffi, c'est très positif et les rencontres continuent. Mais nous n'avons pas gagné, le pouvoir ne joue plus la démocratie. Comment gagner ? La grève est centrale. Que faire pour ceux qui ne sont plus visibles dans la grève ? Nous avons dit, dans les cabinets des ministères, que Macron était responsable du vote sanction qui arrive dans les européennes, car le ressentiment fait aller vers l'extrême-droite. Nous devons dénoncer l'imposture.

À Solidaires, le rôle des retraités est de plus en plus central et ils occupent une place importante dans l'animation de départements, mais l'organisation est réticente à leur reconnaissance, notamment en leur accordant le droit de vote dans Solidaires. Cela est amené à évoluer.

Au sujet de l'unité, elle annonce une initiative de la FAGE (Fédération des Associations Générales Étudiantes) le 2 juin Place de l'Hôtel de ville de Paris, avant le vote du 9 juin, pour lutter contre l'extrême-droite, initiative pour laquelle la FAGE a sollicité toutes les OS et des associations sur l'environnement. Cette initiative n'aurait probablement pas eu lieu sans l'unité pour les retraites du printemps 2023.

Nous devons « vendre » notre imaginaire réalisable, avoir une approche transversale de la société, revendiquer le RSA pour les moins de 18 ans, la protection sociale, inclure les plus précarisés, stigmatisés par l'extrême-droite, pour être plus forts tous et toutes ensemble.

Laurence Naudin, responsable de l'UCR-CFTC intervient sur le problème des médias, qui prétendent toujours que les retraité·es sont un coût, alors que leur bénévolat est une richesse. Il faudrait que les médias viennent à nos conférences de presse, leur absence est anormale, inadmissible.

Solidaires Paris (Geneviève) rebondit sur la grande déploration partout, sur la déception engendrée par les promesses non tenues et les mensonges. Les personnes baissent les bras, chaque semaine il faut aller chercher ces personnes sur les marchés, pour semer, discuter, reconstituer des forces. Les futurs électeurs RN, grâce à l'insistance des BFMTV et autres achetés par les milliardaires, finissent par dire « Après tout ceux-là, le RN, on n'a pas encore essayé ». Pour s'opposer à ce matraquage, il faut des troupes, aller les chercher, convaincre, savoir pourquoi elles pensent que le RN va les sauver. Le rapport de force en redonne à ceux qui n'en ont plus.

CGT Paris, un actif (Karl) pense que le mouvement syndical est très divers, et qu'il faut l'unité pour être efficace. Votre unité des retraité·es sur une longue période n'est pas un phénomène anodin. Chez nous, une intersyndicale commerce a duré 6 ans. Pourquoi l'unité des retraité·es est-elle possible ? Quels sont les éléments qui pourraient être appliqués pour l'unité des actifs ? Faut-il être en danger de mort pour réaliser l'unité des actifs ? L'unité est-elle possible en dehors de ces périodes ? Faut-il s'unifier pour être plus fort ? Face aux menaces de l'extrême-droite, il y a une responsabilité du mouvement syndical.

Didier Hotte, un responsable de l'UCR-FO commence à répondre à la question « qu'est-ce qui fait que l'unité a pu perdurer pendant 10 ans ? ». Il rappelle que les premières réunions s'appuyaient déjà sur une plateforme revendicative. Le G9 se retrouvait dans le contexte de 1945 qui a permis la mise en place de la Sécu, de la retraite, des allocations familiales. Nous partageons la République sociale dans la Constitution, la disparition du 49.3, la nécessité de changer le contexte par l'action. Denis Kessler ne s'y est pas trompé en voulant disloquer le programme du CNR, la sécu, l'assurance chômage. Bruno Lemaire, ministre de l'Économie, veut en finir avec l'État providence, donc avec la Sécu. Notre rôle, c'est de donner un corps à tout cela. Macron dit vouloir maintenir le pouvoir d'achat, puis augmente aussitôt la CSG, ce qui a provoqué un record de monde dans la rue en mars 2018, la revendication correspondait au fait d'en avoir marre de se faire plumer. Macron découvre la Cour Internationale de Justice et sa légitimité. Nous tenons à la Sécu, à la retraite, aux services publics mis en place en 1945. L'unité tient, nous allons nous réunir pour proposer quelque chose aux retraités. On ne peut pas gagner sur tout, mais l'unité est un train, la question est de savoir où il va, nous serons nombreux s'il va dans la bonne direction.

Bruno Leveder, responsable de la FSU remercie de l'invitation et du débat. On peut gagner en étant en retraite. Le terreau du RN et des autres variantes de l'extrême-droite est la désespérance sociale et le néolibéralisme qui dérégule, répartit de façon très inégalitaire les richesses et est responsable des souffrances. La brutalité remplace le rapport de forces social et disloque le pacte social. La progression du RN est résistible. La retraite rétracte tous les sujets sociaux. Les mobilisations historiques des 30 dernières années ont porté sur la défense des retraites. Quand l'unité n'est pas complète, la dynamique est plus faible. Quand on n'y parvient pas, il y a un défaut des difficultés du syndicalisme. L'année 2014, année de la structuration du G9, est un tournant dans les politiques menées. Le pacte de stabilité et de solidarité de Hollande a renforcé la soumission du pays à la finance et la politique sociale à la politique de l'offre. La constitution du G9 arrive pour faire face à la marchandisation des droits sociaux. Il y a une rupture dans le modèle social qui se joue autour de la question des retraites. Le G9 est une construction unitaire précieuse pour tout le syndicalisme et nous souhaitons qu'il perdure, s'enracine et s'élargisse.

CGT RATP, Haute-Seine (François) s'interroge sur la place donnée aux retraités dans la société. Macron nie la place des improductifs, il ne voit que les gens qui travaillent, le plus longtemps possible. Pourtant les retraité·es sont utiles dans la société, il ne faut pas les opposer aux actifs. Les retraité·es ont des revenus seraient supérieurs aux actifs, ils sont propriétaires, mais les actifs sont leurs enfants et petits-enfants, qui ont des parents en retraite. Le syndicalisme rassemblé, dit la CGT, cela peut exister. Il n'y avait que CGT et CFTC au début du syndicalisme, puis la division est arrivée. L'extrême-droite représente de grandes inquiétudes, voir

cgt.fr qui détaille leurs 9 votes européens, notamment celui contre le SMIC européen. Il faut dénoncer l'imposture sociale du RN qui a parfois des accents de gauche. On ne lâche pas une revendication en cours de route, nous devons conserver la revendication du bulletin de pension papier.

Ghislaine Coinaud, une des responsables de LSR se sent interpellée par des questions dans la salle. L'unité de long terme est possible avec le G9 notamment car les retraité·es sont moins pris par la compétition électorale, car nous portons la base commune revendicative du triptyque, car nous assurons le suivi des dossiers notamment la perte du pouvoir d'achat, car nous tenons des réunions régulières. La LSR organise des activités culturelles et physiques. Des retraité·es renoncent à ces activités par manque de moyens financiers. Les activités font partie du bien-être, il ne faut pas s'en priver.

LSR est organisée de diverses façons, sur la ville, le département et l'entreprise, ce qui nous pose parfois problème pour une représentation départementale dans le G9. LSR amène pas mal de monde dans les manifs. Nous sommes bien dans le G9.

La FGR-FP (Jacques) analyse la situation vécue par tous. Le néolibéralisme, l'absence de débat dans la population notamment sur la retraite et les PLFSS, les textes bloqués et le refus d'amendement avec le 49.3. Tout nous est imposé. Malgré cela, nous devons exister et mobiliser. Contre l'extrême-droite, les arguments ne suffisent pas, il faut un rapport de forces, être capable d'imposer des débats. Nous devons discuter de la répartition des richesses au sein du G9.

Solidaires Val-de-Marne (Philippe) revient sur le développement de l'extrême-droite, à cause de la politique néolibérale autoritaire qui casse tout. Nous devons redonner espoir. Les luttes des retraité·es sont interprofessionnelles : chaque année pour la Sécu sur le PLFSS, pour la santé qui concerne tout le monde, pour les aides à la personne avec son personnel en sous-traitance, pour la convergence des services publics : tous les services publics sont attaqués et cela concerne tout le monde. L'unité de classe est une expression très moderne.

UFR CGT Santé (Karl Ghazi) fait part de la grande admiration du Groupe des 9 par les actifs. Comment faire monter la lutte face au mépris du gouvernement ? En allant discuter sur les marchés, en faisant effectivement du travail de proximité. Ce gouvernement est allé très loin, tout le monde sait qu'un décret covid a permis de donner une substance pour pousser vers la mort car il n'y a plus de place en réanimation. Les maisons de retraite du secteur lucratif alimentent des fonds de pensions internationaux. Structuration des syndicats : les sections de syndiqués retraités sont importantes pour une lutte intergénérationnelle et continuer la lutte avec les actifs.

René Oger, un des responsables des retraité·es CFE-CGC affirme que nous n'avons pas tout perdu dans la réforme des retraites, le départ en retraite est passé de 65 (projet initial du gouvernement) à 64 ans. Le G9 demande à manifester avec les actifs, les retraité·es ont le devoir d'y aller. Augmenter les salaires, c'est augmenter les cotisations et les pensions.

Maud Giloux, une des responsables des retraité·es CFE-CGC complète. On a parlé de l'unité, des médias qui nous oublient. Dans les instances nationales, le G9 a œuvré sur le PLFSS et la Sécu, la santé, la prévention supprimée à 75 ans, la place des personnes retraitées dans la société. Elle souligne le travail fait en commun au niveau du HCA (Haut Conseil de l'Âge).

Conclusions de cette réunion débat

Jean-Michel Pernot a été frappé par le dynamisme des interventions pendant 1 h 45. Il met en avant les éléments qui favorisent l'unité chez les retraité·es. La compétition électorale entre les syndicats n'arrange pas l'unité. Le G9 est interprofessionnel, sans le problème des frontières professionnelles. Il faut dépasser les frontières catégorielles qui sont des obstacles au développement. Le G9 est regardé avec envie par les syndicats d'actifs. Il n'est pas absorbé par des participations chronophages à des instances, comme les actifs. Pourquoi faut-il toujours la menace de l'extrême-droite pour que les syndicats se rapprochent ? C'est une constante historique, cela fut ainsi dans tous les temps importants de l'histoire. C'est comme ça, on a des

difficultés à construire l'unité à froid. Nous en sommes là. Nous sommes dans une menace de ce genre, les syndicats doivent trouver les moyens de réaliser l'unité. Il y a environ 13 millions de personnes retraitées encore dynamiques et actives. Elles ne peuvent pas être laissées à l'abandon par le syndicalisme. Il faut structurer ce groupe.

Jean-Pierre Lalbat (CGT) chargé de l'animation : le retraité doit rester dans son syndicat d'origine quand il part en retraite et assurer une solidarité intergénérationnelle dans ce syndicat. Le retraité découvre sa ville à d'autres heures et constate que le quartier manque d'une Poste, d'un service public. Il a le temps de faire signer une pétition. Le service public est malade de l'école, de l'hôpital, de la difficulté de trouver un médecin du secteur 1. Un travail sur la disparition d'un service public est nécessaire en Ile-de-France, le premier désert médical. Le G9 commence à cogiter sur une action nationale qui partirait des manques locaux en matière de santé et d'équipements médicaux, en lien avec le pouvoir d'achat.

Maintenir l'unité n'est pas facile. Les actifs ont perdu des batailles par manque d'unité.

Nous voyons de plus en plus de retraité·es mais de moins en moins de syndiqué·es.

Pour la paix, un travail énorme reste à faire de rééducation, car les réactions ne sont pas à la hauteur. Comment est-il possible aujourd'hui de demander des murs aux frontières et de renvoyer des bateaux ? Il faut combattre les idées d'extrême-droite.

Didier Hotte (FO) présente le projet de déclaration finale de la conférence débat, qui a été distribué dans la salle, qui a reçu hier soir l'aval des organisations du G9. Il lit le texte et note les demandes d'amendements.

Des ajouts sont demandés sur la place des retraités, sur l'allongement de la liste des services publics, sur la pension au minimum au Smic, sur l'extrême-droite.

Didier Hotte intègre une partie de ces ajouts, l'appel est adopté.

Jean-Pierre Lalbat invite tout le monde à un pot de l'amitié installé dans la cour.

La réunion se termine à 17 heures.